

CORNOUAILLE

Ministère. Pas de consensus sur les quais

Le candidat François Hollande l'avait promis fin avril lors de son passage à Quimper. Il y aurait un ministère de la Mer s'il était élu. Le nom du nouveau ministre devrait être connu demain. L'annonce ne suscite pas partout le même engouement.

Yves Glehen, patron du chantier naval du même nom. «Un ministère aidera forcément tout ce qui touche le monde maritime. La pêche, le nautisme, le transport maritime. Dans notre domaine, notre métier historique, la pêche, nous sommes très déficitaires depuis des années en terme d'aide, de soutien à l'avenir du métier de marin, à l'avenir de la pêche française. C'est difficile de dire dans quelle position va se trouver la pauvre France, si dépendante dans ce secteur en Europe. Mais une chose est sûre, si on ne fait rien, on n'a rien». Pascal Le Friant, patron pêcheur. «Un ministère de la Mer, oui, pourquoi pas. Enfin, cela fait des années qu'on nous bassine en nous disant que l'on est mieux dans un ministère commun avec les agriculteurs. Pourquoi changer tout à coup? On nous aurait menti pendant tout ce temps ou est-ce un effet d'annonce? Peu importe la dénomination de toute façon, l'important, c'est l'intérêt que l'on porte aux

pêcheurs et à la pêche. Les politiques se voilent la face en disant que tout va bien, or c'est faux. Sinon, pourquoi y aurait-il autant de bateaux à vendre dans le Pays bigouden?» Philippe Le Moigne, Ar Mor Glaz. «Je trouve que le précédent titre de ministère "de l'Alimentation, l'Agriculture et la Pêche" allait mieux que celui de "ministère de la Mer". Nous, les pêcheurs, nous nourrissons la planète, comme les agriculteurs. Il est logique qu'un ministère commun englobe les deux métiers. Avec un ministère de la Mer, j'ai peur que les pêcheurs ne servent qu'à refaire le "plan d'occupation des sols" d'un espace maritime très convoité et que, au final, cela se fasse en leur défaveur. Au contraire, je pense qu'il faut reconnaître la mission des pêcheurs, qui passent leur temps à se plier aux consignes de Bruxelles et arrivent aujourd'hui à faire en sorte qu'il y ait un équilibre entre ressources disponibles et ce qui est pêché». Pascal Piriou, président du directoire du groupe Piriou. «La construction navale, la pêche et le shipping (transport maritime) n'ayant que peu de points communs, le secrétariat général de la Mer, rattaché au Premier ministre, est une excellente structure interministérielle pour piloter des dossiers où une passerelle entre

ces divers secteurs d'activité est nécessaire. Donc, je ne ressens pas le besoin d'un ministère spécifiquement dédié à la mer...» Jean Kiffer, président de la Fédération nationale des pêcheurs plaisanciers et sportifs. «Nous n'avions pas de ministre car un ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche était obligatoirement inféodé à la pêche professionnelle. Cette fois je suis raisonnablement optimiste car la pêche plaisance ne pourra pas être plus maltraitée qu'elle ne l'a été ces dix dernières années. Pensez que nous ne sommes même pas représentés au Conseil national de la mer et du littoral. C'est inadmissible. Nous souhaitons que la pêche professionnelle arrête de penser que la mer lui appartient. Nous attendons donc un rééquilibrage qui prenne en compte le poids économique de la pêche plaisance».